

Le 9 octobre tous ensemble contre les suppressions de postes et les fermetures d'usines

Le 9 octobre, la CGT Renault Flins vous appelle à débrayer massivement et à participer nombreux aux manifestations au salon de l'auto et à Paris.

Nous mettrons des cars à disposition du personnel.

La situation dans l'automobile ne s'améliore pas.

La fermeture du site de Citroën Aulnay ainsi que des milliers d'autres suppressions d'emplois sont maintenues.

Hollande, qui a reçu une délégation de Citroën Aulnay (ils étaient plus de 600 à manifester) a fait mine de s'apitoyer sur le sort des travailleurs mais sur le fond, lui et son gouvernement ne veulent prendre aucune décision concrète sur le plan de Citroën. Autrement dit, ils accompagnent les milliers de licenciements prévus.

Citroën, Arcelor-Mittal, Sanofi Aventis, Doux, BNP etc...suppriment à tour de bras des dizaines de milliers d'emplois. Le nombre de chômeurs explose.

Les mesures nécessaires et même vitales pour les travailleurs comme la répartition du travail entre tous et l'interdiction des licenciements ne tomberont pas du ciel...ni d'un quelconque gouvernement.

C'est à nous travailleurs de les imposer par les luttes.

C'est sur nos propres forces que nous devons compter pour maintenir nos emplois et nos salaires. Cela nécessite la mobilisation de tous.

Il faut imposer ces mesures au patronat et au gouvernement :

- **Interdiction des licenciements**
- **Répartition du travail entre tous sans diminution de salaire.**

Le 9 octobre, nous avons les moyens d'avancer ces revendications dans les grèves et manifestations partout dans le pays. Cela ne suffira pas à les imposer immédiatement. Par contre, plus nous serons nombreux à participer, plus la pression sera mise sur le patronat, plus ces revendications avanceront.

La CGT Flins a sollicité les autres syndicats de l'usine à deux reprises pour que tous se joignent au mouvement. A suivre...

D'ores et déjà, préparons-nous à débrayer massivement dans les ateliers et les bureaux et à participer aux manifestations.

Inscrivez-vous auprès des militants de la CGT pour que l'on puisse affréter les cars.

Tous ensemble contre les licenciements !

Compte-rendu du C.E. du mercredi 26 septembre 2012

- La direction refuse d'accorder le **pont du 1er novembre**. Pourtant durant l'année elle a positionné des journées non travaillées à sa convenance et c'est toujours comme ce-la l'arrange.
- Le samedi 20 octobre sera travaillé au « volontariat ».
- La **semaine 52** : la direction prend son temps... elle annoncera fin octobre si l'usine sera fermé ou pas.
- Nous sommes intervenus auprès de la direction pour dénoncer les **mauvaises conditions** dans lesquels nous travaillons depuis la rentrée. Dans tous les ateliers il manque du monde et il est urgent de réaliser des embauches. Le directeur a dit que l'effectif était largement suffisant (plus 150). Alors pourquoi des hauts cadres (chefs de départements...) ont occupé des postes en chaîne la semaine dernière ? **Le directeur est resté muet !**
- La semaine 44 sera chômée pour la Main d'Œuvre de Structure (**MOS**). Après avoir fait chômer tous les vendredis des mois de juin et juillet, après avoir annoncé les 371 suppressions de postes, la direction voudrait nous faire croire qu'il y aurait encore trop de monde de Structure en annonçant une semaine supplémentaire de chômage. Nous sommes contre les suppressions d'emplois et c'est à nous, par notre mobilisation, d'imposer à la direction d'autres choix.

RECLASSEMENT DES TRAVAILLEURS INAPTE OU HANDICAPES

Voici la déclaration que les élu CGT au CE ont fait lors de cette séance :

Il existe plusieurs centaines de travailleurs handicapés ou à restrictions médicales sur l'usine.

Tous ont été victimes d'usures prématurées de leur santé suite à des mois ou des années de travail sur des postes surchargés. Renault est responsable de cette situation car tous, sans exceptions, ont été embauchés en bonne santé.

La direction doit trouver des solutions à chaque cas, en adaptant des postes existants ou en créant des postes spécifiques pour ces travailleurs. Non seulement ce n'est pas le cas à Flins mais bien au contraire, la direction supprime les quelques postes où ces salariés pourraient travailler. De nombreux travailleurs sont actuellement sans poste de travail adapté.

Certains ont été injustement licenciés, d'autres sont poussés à la démission et beaucoup subissent des pressions indignes qui pourraient être qualifiées de harcèlement moral.

Nous demandons à la direction de faire cesser cela et de respecter la loi, c'est-à-dire : procéder au reclassement de tous les salariés qui ont des inaptitudes, en modifiant ou en créant des postes adaptés à ces travailleurs.

Nous n'accepterons pas que ces travailleurs subissent une triple injustice ; une mutilation physique; un harcèlement et un licenciement.